
DOMINIQUE BREILLAT
CÉLINE LAGEOT*

REPÈRES ÉTRANGERS

(1^{er} AVRIL – 30 JUIN 2025)

151

ALLEMAGNE

9 et 30 avril, 6 mai 2025. **Gouvernement.** Les Unions chrétiennes (CDU/CSU) et le Parti social-démocrate (SPD) s'accordent, le 9 avril, sur un contrat de coalition âprement négocié, quarante-cinq jours après les élections.

Le gouvernement ne comprendra que dix-sept ministres dont sept issus de la CDU, sept du SPD et trois de la CSU. Pour la première fois depuis le 1^{er} décembre 1966, la CDU se voit attribuer les Affaires étrangères ; elle a aussi l'Économie. La CSU aura notamment l'Intérieur. Le SPD gèrera les Finances, la Défense, le Travail.

Le 30 avril, le SPD approuve l'accord de coalition gouvernementale à plus de 84 % de ses membres votants. Le texte est signé le 5 mai.

Le 6 mai, Friedrich Merz est élu chancelier mais, à la surprise générale, il a fallu deux tours, ce qui est inédit. Au premier

tour, il n'a obtenu que 310 voix (alors qu'il en fallait 316 et qu'il disposait en principe du soutien de 328 députés) ; 307 députés ont voté contre. Il est élu au second tour avec 325 voix contre 289. Rappelons que le scrutin est secret.

Lars Klingbeil, 47 ans, SPD, devient vice-chancelier et ministre des Finances ; Johann Wadephul, 62 ans, CDU, avocat, ministre des Affaires étrangères ; Boris Pistorius, 65 ans, SPD, conserve la Défense.

Le chancelier Merz veut « renforcer l'Europe, développer la capacité de défense de l'Allemagne, donner de l'élan à la croissance économique et mener une politique migratoire ordonnée ».

CANADA

28 avril 2025. **Élections législatives.** Mené par Mark Carney, 60 ans, économiste, ancien gouverneur de la Banque du Canada puis de la Banque

* Centre d'études et de coopération juridique interdisciplinaire-Université de Poitiers (CECOJI-UP) – EA 7353.

d'Angleterre, Premier ministre depuis le 14 mars 2025, à la suite de la démission de Justin Trudeau, le Parti libéral, avec 43,7 % des voix, est en tête au premier tour, manquant de très peu la majorité absolue (169 députés sur 343 sièges). Il devance le Parti conservateur, avec 41,3 % et 144 élus, le Bloc québécois, avec 6,3 % et 22 élus, le Nouveau Parti démocratique, avec 6,3 % et 7 élus, et le Parti vert, avec 1,3 % et 1 seul élu. Les conservateurs n'auront donc pas réussi leur percée après dix ans de gouvernance libérale Trudeau, ayant pâti de leur soutien au président Trump alors que ce dernier lançait l'idée d'une annexion du Canada par les États-Unis d'Amérique.

CORÉE DU SUD

4 avril et 3 juin 2025. **Destitution. Élection présidentielle.** Le 4 avril, la Cour constitutionnelle valide la destitution du président Yoon Suk-yeol, 64 ans, avocat, Pouvoir au peuple, conservateur, suspendu de ses fonctions depuis le 14 décembre 2024, considérant qu'il a « trahi la population » en instaurant la loi martiale onze jours plus tôt.

Le 3 juin, Lee Jae-myung, 61 ans, Parti démocratique, remporte l'élection présidentielle, obtenant 49,4 % des voix, contre 41,2 % à Kim Moon-soo, 73 ans, Pouvoir au peuple, et 8,3 % à Lee Jun-seok, 40 ans, Parti de la réforme, conservateur. La participation a été de 79,4 %. Il prend ses fonctions le lendemain.

ÉTATS-UNIS

31 mars-1^{er} avril 2025. **Congrès. Filibustering.** S'exprimer très longuement au Congrès pour retarder les décisions est une technique usitée au Congrès. Battant le record en la matière détenu

par le sénateur Strom Thurmond (qui, du 28 au 29 août 1957, pour s'opposer à un amendement sur les droits civiques, était resté à la tribune pendant vingt-quatre heures et dix-huit minutes, lisant les lois électorales de chacun des quarante-huit États d'alors, puis des décisions de la Cour suprême, puis des passages de *De la démocratie en Amérique* de Tocqueville et enfin le discours d'adieu de George Washington), Cory Booker, 56 ans, sénateur démocrate du New Jersey depuis le 31 octobre 2013, s'est exprimé pendant vingt-cinq heures et cinq minutes pour protester contre la politique « anticonstitutionnelle » de Donald Trump.

2 avril et 28 mai 2025. **Droits de douane.** À l'occasion de ce qu'il appelle le « *Liberation Day* », Donald Trump annonce, le 2 avril, la mise en place de nombreux tarifs douaniers sur les importations en provenance de soixante États dans le monde. Tous sont visés par des droits d'au moins 10 %, mais cinquante-sept pays (dont l'Union européenne, considérée comme un bloc) subissent un traitement spécial.

La décision présidentielle trouble le Congrès, y compris certains républicains.

Le 28 mai, le tribunal de commerce international des États-Unis bloque certains droits de douane, estimant qu'il s'agit d'une prérogative du Congrès et non du président.

14 avril et 4 juin 2025. **Enseignement supérieur.** Le 14 avril, le président de Harvard, Alan Garber, déclare refuser de se plier aux injonctions de l'administration Trump, qui veut la fin des programmes visant à favoriser la diversité et des changements dans ceux « qui alimentent le harcèlement antisémite ». Le soir même, les autorités fédérales gèlent

2,2 milliards de dollars d'aide à cette institution. Une soixante d'universités sont ciblées.

Les républicains au Congrès annoncent avoir lancé, le 17 avril, une enquête sur Harvard afin de contrôler son « manque de conformité avec les lois sur les droits civiques », en particulier les discriminations fondées sur les origines.

On apprend, le 27 mai, que l'exécutif a envoyé « une lettre aux agences fédérales leur demandant d'identifier les contrats passés avec Harvard, et de dire s'ils peuvent être annulés ou redirigés ailleurs ».

Le 4 juin, Donald Trump interdit l'entrée aux États-Unis aux ressortissants étrangers désireux de travailler à Harvard dans le cadre d'un programme spécifique de visas.

10 avril, 30 mai et 8 juin 2025. **Migrants.** Le 10 avril, la Cour suprême, à l'unanimité, ordonne aux autorités fédérales de « faciliter » le retour aux États-Unis de l'immigré salvadorien Kilmar Abrego Garcia, renvoyé « par erreur » dans son pays le 15 mars. La Maison Blanche défie la Cour suprême en s'estimant dans l'impossibilité d'obtenir son retour.

Le 30 mai, à la demande de l'administration Trump, la Cour suprême autorise provisoirement à révoquer le statut légal de plus d'un demi-million d'immigrés vénézuéliens, cubains, nicaraguayens et haïtiens.

Le 8 juin, au lendemain de heurts entre la police migratoire et des manifestants anti-expulsion, Donald Trump envoie des centaines de soldats de la garde nationale en Californie. Il appelle à l'arrestation du gouverneur démocrate Gavin Newsom, devenu son principal opposant.

24 mai et 3 juin 2025. **DOGE. Elon Musk.** Juste avant la date butoir du 28 mai, à

partir de laquelle il aurait dû passer devant le Congrès pour publier ses comptes et remplir des obligations de transparence et de contrôle, Elon Musk quitte son poste à la tête du département de l'efficacité gouvernementale.

Le bilan n'est pas à la hauteur de l'objectif fixé (175 milliards de dollars d'économies selon le site du DOGE, contre 1 000 milliards attendus), mais il a fragilisé l'État fédéral.

Le 3 juin, Elon Musk attaque la « belle grande loi » budgétaire de Donald Trump, qualifiant ce projet d'« abomination répugnante ». C'est la rupture.

27 juin 2025. **Censure.** Tandis que depuis quelques années se multiplient les œuvres bannies des écoles et bibliothèques américaines, portant souvent sur les minorités racisées et de genre, la Cour suprême, par six voix contre trois, donne raison à des parents qui revendiquent, au nom de la liberté religieuse, de pouvoir retirer leurs enfants de l'école quand des livres abordant les thèmes LGBT+ y sont utilisés.

27 juin 2025. **Droit du sol. Pouvoir judiciaire.** La Cour suprême décide, par six voix contre trois, que tous les enfants nés sur le sol américain n'auront plus automatiquement la nationalité américaine, contrairement aux dispositions du quatorzième amendement à la Constitution, ratifié en 1868, qui pose que toutes les personnes nées ou naturalisées aux États-Unis et soumises à leur juridiction sont citoyennes des États-Unis. La Cour avait été saisie par Donald Trump après que trois juges fédéraux avaient suspendu l'application de son décret du 20 janvier disposant que les enfants nés sur le sol américain de parents sans statut légal ou résidents temporaires n'acquerraient plus automatiquement la citoyenneté américaine.

Cet arrêt a une portée plus générale : bloquer temporairement les lois et décrets sur l'ensemble du territoire américain « excédant probablement les pouvoirs conférés par le Congrès aux tribunaux fédéraux », les juges fédéraux ne peuvent désormais suspendre l'application de textes que pour le cas précis soumis à leur examen.

HONGRIE

154 14 avril 2025. **Révision constitutionnelle.** Le Parlement adopte des amendements constitutionnels proposés par le Fidesz contre les LGBT+ et les binationaux : la Constitution pose désormais qu'une personne « est soit un homme, soit une femme » ; elle autorise la « suspension » de la nationalité pendant dix ans pour les personnes ayant deux passeports et qui « menacent » la sécurité du pays, cette disposition ne s'appliquant pas aux citoyens de l'Union européenne.

IRAN

13-24 juin 2025. **Israël.** Dans la nuit du 12 au 13 juin, Israël attaque le programme atomique iranien, anéantissant les négociations en cours. L'opération « Rising Lion » vise une centaine de cibles, dont des infrastructures nucléaires ou militaires et les résidences de hauts gradés. Parmi les nombreuses victimes figurent notamment le général Mohammad Hussein Bagheri, 65 ans, chef d'état-major des forces armées, et le lieutenant général Hossein Salami, 65 ans, chef du corps des Gardiens de la révolution islamique. Six physiciens au moins sont également tués.

Téhéran réplique dans les heures qui suivent par l'opération « Promesse honnête 3 ». Les missiles iraniens font

au moins onze morts près de Tel-Aviv et de Haïfa.

Benyamin Netanyahu a pour objectif un changement de régime.

Le 18 juin, le guide suprême, Ali Khamenei, déclare que « l'Iran ne se rendra jamais ».

Le 21 juin, trois sites majeurs du programme nucléaire iranien, Natanz, Fardo et Ispahan, sont bombardés par les États-Unis dans le cadre de l'opération « Midnight Hammer ». Le 23 juin, l'Iran réplique en tirant des missiles contre la base américaine d'Al-Udeid, au Qatar.

Le 23 juin, Donald Trump annonce, sur son réseau Truth Social, la conclusion d'un cessez-le-feu. Bien qu'Israël et l'Iran déclarent accepter l'initiative américaine le lendemain, le cessez-le-feu se révèle très précaire : Téhéran est bombardé et des missiles iraniens visent l'État hébreu.

Cette guerre « des douze jours » a fait six cent dix morts, dont treize enfants et cinq médecins ou secouristes, selon le ministère de la Santé iranien.

Le guide suprême Khamenei, qui réapparaît le 26 juin, minimise l'impact des frappes américaines.

PALESTINE

Avril-juin 2025. **Israël.** La Cour internationale de justice ouvre, le 28 avril, pour cinq jours, les audiences sur les obligations humanitaires d'Israël envers les Palestiniens. Elles sont boycottées par l'État hébreu.

Le 13 mai, pour la première fois, un très haut responsable des Nations unies, Tom Fletcher, chef des opérations humanitaires, prononce le terme de génocide devant le Conseil de sécurité.

Le 18 mai, l'Organisation mondiale de la santé s'alarme du risque de famine : « Deux millions de personnes

sont affamées », déclare son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Le 31 mai, l'armée israélienne annonce avoir tué Mohammed Sinouar, 49 ans, chef présumé du Hamas depuis la mort de son frère Yahya Sinouar, en octobre 2024, ainsi que Mohammed Shabana, commandant de la brigade de Rafah, et Mahdi Qara, un des responsables du bataillon de Khan Younès. Ezz al-Din al-Haddad devient le chef du Hamas.

Des témoignages de soldats et officiers israéliens chargés de la sécurité des centres de distribution alimentaire, publiés le 27 juin par le quotidien *Haaretz*, sont accablants pour l'armée.

ROYAUME-UNI

16 avril 2025. **Genre.** La Cour suprême se prononce, à l'unanimité, sur la définition légale d'une femme : elle repose sur le sexe biologique et non pas sur le genre. La Cour rappelle cependant que la loi sur l'égalité de 2010 assure une protection des personnes transgenres « non seulement contre la discrimination par le biais de la caractéristique protégée du changement de genre, mais aussi contre la discrimination directe, la discrimination indirecte et le harcèlement liés à leur genre acquis ». La portée de ce jugement est difficile à évaluer, mais les juges ont d'ores et déjà affirmé qu'il serait légal d'exclure les femmes transgenres de certains espaces réservés aux femmes (centres d'hébergement ou hôpitaux, par exemple), si une telle exclusion se révèle « proportionnée ».

UKRAINE

Avril-juin 2025. **Russie.** Le 28 avril, Vladimir Poutine annonce un cessez-le-feu du 8 au 10 mai à l'occasion des 80 ans

de la victoire contre l'Allemagne. Mais Donald Trump souhaite un cessez-le-feu « permanent ».

Le même jour, Pyongyang reconnaît officiellement la présence de soldats nord-coréens aux côtés des Russes.

Le 30 avril, Washington et Kiev concluent un accord ouvrant l'accès du sous-sol ukrainien aux entreprises américaines, sans qu'y soit évoquée une quelconque aide militaire.

Le 25 mai, face à l'escalade des bombardements russes, Donald Trump déclare que Vladimir Poutine « est devenu fou ».

Le 1^{er} juin a lieu l'opération ukrainienne la plus spectaculaire : cent cinquante drones ciblent cinq bases militaires en Russie.

Le 2 juin, la Russie et l'Ukraine conviennent d'échanger tous leurs prisonniers de guerre grièvement blessés ou âgés de moins de 25 ans, ainsi que six mille corps de soldats tués.

24 juin 2025. **Tribunal spécial.** Le président Zelensky et le secrétaire général du Conseil de l'Europe, Alain Besret, signent un accord pour acter la création d'un tribunal spécial chargé de juger le crime d'agression contre l'Ukraine. Il comble le vide laissé par la Cour pénale internationale.

VATICAN

21 avril et 8 mai 2025. **Pape.** Le pape François décède, le 21 avril matin, à 88 ans, d'un accident vasculaire cérébral. Le doyen du collège des cardinaux, le cardinal Giovanni Battista Re, 91 ans, et le carmelite, le cardinal Kevin Farrell, 77 ans, gèrent les affaires courantes pendant la vacance du Siège apostolique.

Jésuite, proche des pauvres, soucieux d'écologie, le pape François avait

révolutionné les codes et les usages, publiant, en mars 2022, une nouvelle constitution réorganisant la curie.

Le conclave débute le 7 mai réunissant cent trente-trois cardinaux provenant de soixante-neuf pays. Le 8 mai, le cardinal américain Robert Francis Prevost, 69 ans, est élu au quatrième tour 267^e pape sous le nom de Léon XIV. Religieux augustin, né à Chicago en 1955, missionnaire au Pérou de 1985 à 1986 et de 1989 à 1998, provincial du Midwest en 1999, prieur général de l'ordre de Saint-Augustin de 2001 à 2013, administrateur puis évêque de Chiclayo, au Pérou, en 2014, préfet du dicastère pour les évêques, il a été créé cardinal le 30 septembre 2023.

Le 18 mai, lors de la messe d'inauguration de son pontificat, Léon XIV exprime sa vision d'une « Église unie ».

ET AILLEURS

13 avril. Les membres du plus ancien parti prodémocratie de Hong Kong, le Parti démocratique, votent sa dissolution.

29 avril. La CJUE juge que Malte doit arrêter d'octroyer la nationalité à de riches investisseurs en échange de paiements, considérant les « passeports dorés » comme une violation du droit européen.

14 mai. La CJUE « fait droit au recours » d'une journaliste du *New York Times* pour accéder aux SMS d'Ursula von der Leyen avec le PDG de Pfizer, à propos de l'achat de vaccins contre la Covid-19. C'est un camouflet pour la présidente de la Commission européenne.

18 mai. Au second tour de l'élection présidentielle en Roumanie, à la suite de l'annulation du scrutin en décembre, Nicușor Dan, indépendant, pro-européen, avec 53,6 % des voix, l'emporte face au candidat d'extrême droite.

1^{er} juin. En Pologne, le candidat soutenu par le parti Droit et justice, Karol Tadeusz Nawrocki, est élu, avec 50,9 % des voix au second tour, président de la République.

3 juin. Aux Pays-Bas, le leader d'extrême droite Geert Wilders fait tomber le gouvernement en retirant son parti de la coalition au pouvoir, à la suite d'un différend sur l'immigration. De nouvelles élections auront lieu le 29 octobre.

8-9 juin. En Italie, seuls 30 % des électeurs ont participé aux référendums d'initiative populaire sur le droit du travail et l'accès à la citoyenneté. C'est un échec pour l'opposition progressiste.

10 juin. En Argentine, la Cour suprême confirme la condamnation de l'exprésidente péroniste Cristina Kirchner à une peine de six ans de prison et d'inéligibilité à vie, pour fraudes aux marchés publics.

11 juin. Le Royaume-Uni, l'Espagne et la Commission européenne s'accordent sur l'entrée de Gibraltar dans l'espace Schengen.

29 juin. La Ligue des sociaux-démocrates de Hong Kong, un des derniers partis d'opposition, annonce sa prochaine dissolution.